

venions de traverser de nous apporter à manger. Quand on tenta le passage de la rivière, les eaux étaient encore assez hautes et le courant assez violent pour rendre cette opération, sinon périlleuse, au moins très difficile. La cavalerie entra la première dans l'eau et y resta en amont du gué, en serrant ses chevaux les uns contre les autres et en constituant ainsi une espèce de barrage vivant, qui rompait la force du courant et permettait aux fantassins de traverser, sans trop de dangers. Une partie de cette cavalerie fut disposée en aval, pour rattraper les fantassins qui se seraient laissés entraîner. Le poitrail de chaque cheval était devenu le centre d'un remous, et les eaux filaient autour de nous, assez rapidement pour nous donner le vertige, et nous rendre l'immobilité fort pénible. Le général Camou présida lui-même à cette manœuvre délicate avec tant de soin et tant de prudence, que ce barbotage général n'amena pas le moindre accident.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1851, je reprenais à Blidah mes doubles fonctions. Presque aussitôt, une affaire m'appela à Alger où je descendis, comme j'en avais l'habitude, chez mon excellent ami le capitaine Faure. Le lendemain, de grand matin, nous vîmes arriver un de nos camarades, le capitaine d'état-major Hartung.

— C'est fait ! nous cria-t-il en entrant.

— Quoi ? qu'est-ce qui est fait ?

— Le coup d'État.

Et il nous raconta ce que les affiches officielles et les dépêches placardées dans les rues venaient d'apprendre à la population d'Alger.

Tout se passa sans secousse en Algérie. Le général Pélissier, gouverneur par intérim, nous fit reconnaître les nouveaux pouvoirs dont le Prince se trouvait investi, et pas plus en 1851 qu'en 1848, personne ne songea à bouger ou à protester. En ces graves circonstances, le général eut une attitude d'une correc-

tion et d'une dignité parfaites. Je savais, d'après ce qu'il m'avait dit à moi-même, quelques jours auparavant, sous sa tente, qu'il n'approuvait pas la façon dont le Prince président venait de trancher par l'épée le nœud gordien. Mais il sut si bien renfermer en lui-même ses sentiments intimes que très peu de personnes les soupçonnèrent. Il accomplit loyalement son devoir de soldat et de gouverneur, qui d'ailleurs était tout tracé. Il eut le mérite de maintenir l'armée d'Afrique dans une union parfaite, dans un éloignement absolu des passions politiques du moment. Un de ses anciens amis, qui était en même temps un des amis les plus fidèles du général de Lamoricière, exerçait un important commandement en Algérie. On savait qu'il nourrissait à l'égard du Prince président les mêmes sentiments que le général de Lamoricière, membre influent de l'Assemblée nationale et engagé dans une opposition ardente.

Le général Pélissier écrivit à cet ami une lettre, à la fois amicale et soldatesque, le mettant en garde contre un coup de tête et lui en exposant les conséquences désastreuses. On pourrait résumer familièrement ainsi cet avertissement : « Je vous aime bien ; mais si vous bougez, si vous ne marchez pas droit, je vous f.... dedans. » L'autre, quoique républicain par tradition de famille, ne broncha pas. Il est devenu un des plus glorieux soldats du second Empire. Il s'est appelé le maréchal Bosquet.

Je revins, quelques jours après, d'Alger à Blidah et, avec la grande majorité de l'armée d'Afrique, je votai « Oui » pour le plébiscite.

Je n'avais pas la moindre opinion politique, et le mérite comparé des différentes formes de gouvernements n'avait jamais jusqu'alors occupé mon esprit. Mais, j'étais soldat, et je nourrissais contre les institutions républicaines cette antipathie instinctive qui est

au fond de l'âme de tout soldat, cette antipathie que les républicains eux-mêmes comprennent, puisqu'ils traitent toujours l'armée comme un instrument à la fois dangereux et nécessaire, et puisqu'ils considéreraient comme une catastrophe pour leur gouvernement l'arrivée au pouvoir d'un chef militaire. L'esprit républicain est l'antipode de l'esprit militaire. L'esprit républicain engendre fatalement, dans l'armée, l'indiscipline, l'insubordination dont il est la formule civile. Telles étaient, à cette époque, mes convictions profondes, et je dois avouer qu'aujourd'hui je ne suis pas plus avancé. Mais en dehors de la République, j'aurais salué n'importe quel gouvernement. Seulement, le grand nom de Napoléon avait à mes yeux un prestige incomparable, et le gouvernement d'un neveu de l'Empereur n'était pas pour me déplaire.

Je partageais, je crois, sur ce point, l'opinion de la plupart de mes camarades, professionnellement amoureux de la gloire, et qui considéraient le premier Empire comme le point culminant de notre gloire. Et puis, où serait-on patriote sinon dans l'armée? Le patriotisme nous faisait croire que les institutions napoléoniennes, ressuscitées sous une forme quelconque, étaient les seules qui offrissent quelque chance de durée, parce qu'elles représentaient, sinon la négation, du moins la révision des traités de 1815, qui nous rappelaient les humiliations de la défaite. Aujourd'hui encore, un sentiment analogue est au fond de l'âme française, et tous, petits et grands, nous sentons qu'il n'y aura de solide et de durable, dans ce pays, que le gouvernement qui saura profiter de l'état de l'Europe pour obtenir, d'une manière ou d'une autre, l'abrogation du traité de Francfort, imitant, dans l'hypothèse la plus avantageuse, la Russie, qui est arrivée, en 1871, à déchirer le traité de Paris.

La masse de l'armée était donc toute prête à acclamer

le coup d'État; mais ses principaux chefs restaient de cœur attachés à la monarchie de Juillet, renversée, disaient-ils, par surprise et grâce à un malentendu. Les jeunes princes avaient laissé les plus chers souvenirs. Ils avaient conquis l'affection de tous ceux qui les avaient approchés, non seulement par leur talent, mais encore par leur affabilité, et ceux-là seuls avaient échappé à leurs séductions qu'éloignaient d'eux des traditions de famille, ou encore des habitudes frondeuses, en honneur dans certains corps spéciaux où des opinions avancées paraissaient, et paraissent encore, de bon goût. C'est pourquoi bien des officiers haut placés signèrent, sur les registres du plébiscite, un vote négatif, qu'ils durent amèrement regretter plus tard, mais qui, on doit le dire pour l'honneur de Napoléon III, ne nuisit jamais à leur avancement.

Et ce n'était pas seulement leur attachement à la monarchie disparue qui les guidait. Ils croyaient que l'Assemblée nationale, dans son duel avec le Prince président, représentait exactement les aspirations du pays. Ils voyaient leurs anciens chefs, leurs amis, ceux qu'on appelait les « généraux d'Afrique », se déclarer les adversaires de Louis-Napoléon, à ce point qu'il avait cru nécessaire de sévir contre quelques-uns d'entre eux. Ils ignoraient donc, au fond de leurs garnisons, l'antagonisme profond de l'Assemblée et du pays. Ils ne savaient pas que le peuple, toujours simple, à présent on dit simpliste, avait la tête tournée par ce nom de Napoléon, dans lequel il voyait certaines conquêtes légitimes de la Révolution, et les revendications nationales contre le système européen, qu'on appelait encore la « Sainte-Alliance ». Ils n'apercevaient pas que le Prince président incarnait les aspirations populaires du moment, et que l'Assemblée nationale ne représentait qu'une oligarchie bourgeoise, le parlementarisme, c'est-à-dire le régime néfaste et

forcément débile, où le rhéteur impuissant l'emporte fatalement sur l'homme d'action et de courage marchant droit à son but.

Comment ne pas excuser leurs hésitations, à ces chefs à qui l'âge et l'expérience avaient donné l'esprit critique, tandis que nous autres, nous étions encore soumis aux impulsions et aux entraînements de la jeunesse? Ces hésitations, le maréchal de Mac Mahon, causant un jour avec l'Empereur, les caractérisait, en lui disant qu'il était des époques où l'homme le plus scrupuleux et le mieux intentionné peut ignorer où est le devoir. La conversation mérite d'être historique. Elle eut lieu en 1864, et le maréchal lui-même me l'a bien des fois racontée.

L'Empereur accomplissait son voyage en Algérie. Il arrivait de Tlemcen à Oran, et, par une belle soirée du mois de juin, il prenait le café, en fumant sa cigarette, en compagnie du maréchal, du général Castelnau et du colonel Gresley, directeur général des affaires indigènes, sur la terrasse du palais du gouvernement d'Oran : le Château-Neuf, ce magnifique spécimen de l'art architectural militaire des Espagnols au dix-septième siècle. Sous la voûte étoilée, caressés par les brises maritimes, ayant sous leurs yeux le plus splendide des panoramas : d'un côté l'infini de la montagne, et de l'autre l'infini de la mer, les quatre hommes causaient, et les hasards de la conversation avaient amené l'Empereur à parler du devoir. « Oh ! le devoir, dit le maréchal, un soldat sait toujours où il est. » Puis, l'œil perdu, comme dans la rêverie d'un souvenir, il ajouta :

— Une fois, cependant, j'ai ignoré véritablement de quel côté il se trouvait.

— Comment cela et à quel propos? demanda l'Empereur.

— Eh, mon Dieu! Sire, au coup d'État. J'étais

ici, dans ce palais. Je commandais provisoirement la division d'Oran, en l'absence du général Pélissier, qui remplissait par intérim les fonctions de gouverneur général. Un soir de décembre, le courrier d'Alger m'apporta les instructions du gouverneur. Il s'agissait de faire reconnaître le coup d'État par les différentes troupes stationnées dans ma province. J'appelai mon chef d'état-major, le colonel de Beaufort, l'ancien aide de camp du duc d'Aumale, et je lui dis : « Voilà les instructions du gouverneur général. Vous n'avez qu'à les transmettre aux généraux, chefs de corps et chefs de service de la province. Elles sont précises et détaillées; je n'ai rien à y ajouter. Quant à la garnison d'Oran, vous ferez établir ici, en bas, sur cette petite place qui se trouve entre votre maison et la porte d'entrée du fort, des tables avec des registres et vous donnerez des ordres pour qu'à partir de huit heures du matin, tous les corps de troupes et les employés de tous les services militaires viennent, successivement et sans interruption, déposer leur vote en signant sur les registres. A droite, un registre pour les « oui ». A gauche, un registre pour les « non ». C'est compris?

« — Parfaitement, mon général, mais vous-même, permettez-moi de vous demander comment vous voterez?

« — Vous n'avez pas besoin de le savoir. Je voterai « non », mais il est inutile de le dire. Il faut laisser chacun libre de voter comme il l'entend. » Le lendemain matin à huit heures, j'étais ici, sur cette terrasse où nous sommes, appuyé sur cette balustrade que voilà, dominant de haut les tables et les registres, et très curieux de savoir quel usage allait faire la troupe du droit politique qui venait de lui être accordé. Je vis d'abord arriver le régiment d'infanterie. Parmi ses hommes, les uns votèrent « oui », les autres votèrent « non », mais manifestement, les « oui » étaient plus nombreux que les « non ». Puis, vinrent les zouaves.

Ils votèrent presque tous « oui ». Après les zouaves, les cavaliers du 2<sup>e</sup> de chasseurs d'Afrique. Ils votèrent tous « oui ». Après le 2<sup>e</sup> de chasseurs d'Afrique, le détachement du génie. On y vota « non » en grande majorité. Ensuite l'artillerie. Il y avait autant de « non » que de « oui ». Survinrent les zéphirs. Ils votèrent tous « non ». Enfin les disciplinaires et les pionniers fermèrent la marche. Ils votèrent également tous « non ». Quand la cérémonie fut terminée, je vis accourir toute la racaille d'Oran, précédée de drapeaux et hurlant des chants démagogiques. Elle venait féliciter de leur indépendance et de leur courage les hommes qui avaient voté « non ». Alors, je me dis : Comment ! toi, un bon soldat et un brave homme, tu irais voter avec ce qu'il y a de plus mauvais dans l'armée ! Tu mériterais les félicitations de cette populace ! Ce n'est pas possible. Je commençai par faire chasser les manifestants, et enfin, contre mon sentiment intime, je descendis pour signer sur le registre des « oui ».

L'Empereur avait écouté, sans mot dire, cette confidence assez originale, exposée avec cet entrain et cette verve dont le maréchal était coutumier ; car il n'y avait pas d'homme plus spirituel et prime-sautier que lui, quand il n'était pas glacé par la présence des hommes politiques. Napoléon répondit lentement, selon son habitude :

— Je vous comprends parfaitement, et ce que vous venez de me dire ne m'étonne pas. Moi-même, je vous assure, je ne songeais pas du tout à faire ce coup d'État, qui m'a été en quelque sorte imposé par l'opinion publique. Tous les hommes politiques de l'époque venaient successivement me le conseiller. Chaque matin, je voyais arriver M. Thiers qui me faisait part de ses doléances : « Prince, me disait-il, cela ne peut pas durer plus longtemps. Il faut faire un coup d'État ». Et au fond de sa pensée, les princes d'Orléans devaient

profiter du conseil qu'il me donnait. Après M. Thiers, je voyais arriver le comte Molé, qui me tenait le même langage. Seulement, lui, c'était au comte de Chambord qu'il pensait. Alors, arrivait M. Odilon-Barrot, réclamant, lui aussi, un coup d'État pour fortifier les institutions républicaines. Que vouliez-vous que je fisse ? J'étais bien forcé de suivre un conseil qui m'était donné par tout le monde. Je me suis donc décidé au coup d'État. Seulement, au lieu de l'exécuter pour un prétendant quelconque et d'envenimer ainsi les divisions dont souffrait le pays, j'ai mis tout le monde d'accord en faisant le coup d'État à mon profit. Et vous voyez que j'ai eu raison, puisque l'immense majorité de la nation m'a approuvé.

C'était rigoureusement vrai, et ceux d'entre nous qui avaient déjà l'âge d'homme en 1851, devraient se souvenir que le coup d'État, désiré par tout le monde, fut acclamé comme une mesure de salut social. Mais allez donc raisonner avec les passions politiques qui travestissent l'Histoire et pervertissent l'opinion ! On appelle, encore aujourd'hui, le « Crime de décembre » l'acte qui parut une délivrance à la France, et il faudra, pour réhabiliter ce grand fait, que les socialistes et les anarchistes inspirent aux hommes d'aujourd'hui des terreurs égales à celles qu'éprouvèrent leurs pères. Cette besogne semble d'ailleurs en assez bonne voie.

Quoi qu'il en soit, sans être considérés comme des opposants, le général Pélissier et le général de Mac Mahon ne furent pas en grande faveur, au commencement du règne de Napoléon III. Ces deux héros n'obtinrent pas d'abord l'honneur qu'ils avaient sollicité de faire partie de l'armée d'Orient, lorsqu'elle partit de France. Et il ne fallut pas moins que les difficultés de toute sorte, que rencontra cette armée au siège de Sébastopole, pour qu'ils fussent mis à même d'illustrer leur patrie par un des plus beaux faits d'armes dont puisse

se glorifier une nation. On me pardonnera de rappeler encore ici un souvenir peu connu sur ces grands capitaines.

Tout le monde sait par quel acte sublime d'abnégation et de patriotisme le commandement en chef de l'armée de Crimée passa, des mains du général Canrobert, dans celles du général Pélissier. Mais on ignore généralement que le général Pélissier ne dut qu'à l'intervention du général de Mac Mahon de conserver ce commandement, dont il tira si grand parti pour la gloire de nos armes.

Ce fut seulement après la sanglante journée du 18 juin 1855 que le général de Mac Mahon fut désigné pour remplacer à l'armée de Crimée le général Meyran, tué à la tête de ses troupes, dans la première attaque manquée contre Malakoff. Il avait quitté Constantine et commandait une division de réserve, au camp de Boulogne, guettant, pour ainsi dire, un commandement de guerre. Il était prêt à partir, et le jour même où il reçut sa lettre de service, il se mettait en route, pour aller s'embarquer à Marseille. Il devait passer par Paris, pour prendre les derniers ordres du ministre. Le maréchal Vaillant exigea qu'il attendît vingt-quatre heures et qu'il allât se présenter à l'Empereur, établi à Saint-Cloud. Il s'y rendit, le soir même. Il était neuf heures, et l'Empereur venait de se retirer dans ses appartements. Le général, pensant en être quitte par une formalité de politesse, s'appêtait à repartir, lorsque l'Empereur vint le recevoir.

— Général, lui dit-il après les premiers compliments échangés, vous allez trouver de grands changements à l'armée de Crimée. Après l'échec du 18 juin, je me suis décidé, non sans de grandes hésitations, à changer le commandant en chef.

Au geste involontaire de surprise que cette nouvelle arracha à son interlocuteur, l'Empereur répondit :

— Est-ce que cette décision vous étonne, mon cher général ?

— Beaucoup, Sire.

— Et pourquoi ?

— Parce que le général Pélissier, par ses talents et surtout par son caractère, me paraît de tous le plus capable d'exercer un si grand et si difficile commandement. Mais, puis-je demander à l'Empereur quel est l'officier général désigné pour remplacer le général Pélissier ?

— C'est le général Niel. Il sort, comme vous le savez, de l'arme du génie, et il est, par conséquent, plus compétent que tout autre pour diriger une opération telle que le siège de Sébastopol. Il me semble que vous paraissez plus surpris encore de ce choix que du départ de votre camarade Pélissier ?

— Sans aucun doute, Sire. Le général Niel est un très savant officier du génie. Mais, sortant d'une arme spéciale, il est encore à peu près inconnu des troupes. Or, dans un siège, c'est la valeur du soldat encore plus que la science de l'ingénieur qui assure le succès. Rappelez-vous, Sire, le siège de Dantzig. A qui l'Empereur confia-t-il le commandement ? Fut-ce au général de Chasseloup-Laubat, qui était cependant ingénieur de premier ordre ? Non, ce fut au maréchal Lefebvre, qui n'avait d'autres talents que sa vaillance et son caractère. Et puis, si à chaque insuccès le général en chef est changé, on s'expose à de très fâcheux mécomptes. Toujours sous le coup d'une disgrâce, un chef n'a plus ni liberté d'esprit, ni audace. Il perd, du même coup, la confiance de son armée, qui ne voit plus dans ses généraux que des chefs éphémères, soumis aux caprices de l'inconstante fortune.

L'Empereur resta silencieux, mais visiblement frappé par cette argumentation. Le lendemain matin, avant de partir pour Marseille, le général de Mac

Mahon alla prendre congé du maréchal Vaillant et lui raconta cette conversation.

— Comment! lui dit le maréchal, vous avez osé tenir ce langage à l'Empereur?

— Et pourquoi pas? répondit le général. L'Empereur me demandait mon opinion. Je la lui ai donnée. C'était tout naturel.

— Et vous avez eu raison, parbleu! Il faut que l'Empereur entende la vérité. D'ailleurs, je pense comme vous. Ce changement est déplorable.

Après avoir fait ses adieux à son subordonné, le maréchal s'en alla à Saint-Cloud, pour travailler avec l'Empereur, qui ne tarda pas à lui faire cette confidence.

— Mac Mahon m'a dit hier soir des choses très fortes, auxquelles j'ai pensé toute la nuit, et ce matin, si la dépêche relative à Péliissier n'était pas partie, je ne sais pas trop si je l'enverrais.

— Il est encore temps, Sire, répondit aussitôt le ministre. La dépêche est à Marseille. Je l'ai envoyée chiffrée au général Rostolan, qui commande là-bas, en lui recommandant de ne l'expédier que sur un nouvel avis de ma part. Si l'Empereur juge à propos de revenir sur sa décision, je n'ai qu'à télégraphier à Rostolan de me renvoyer la dépêche chiffrée; et il n'aura été question de rien.

— Ah! fit l'Empereur, qui passa à un autre sujet de travail. Puis, quand le ministre prit congé, Napoléon III lui dit : « Faites revenir la dépêche chiffrée envoyée au général Rostolan, et laissons provisoirement les choses telles qu'elles sont en Crimée. »

C'est ainsi que le futur duc de Malakoff conserva son commandement, grâce au frère d'armes qui allait s'immortaliser en entrant, l'épée haute, dans le bastion célèbre, et en bravant le volcan que les Russes y avaient préparé.

En ce temps-là les généraux de l'Empire étaient

encore jeunes, comme l'Empire lui-même. En ce temps-là, l'émulation qui régnait parmi nos chefs militaires ne détruisait pas leur solidarité. En ce temps-là, nul ne songeait à se tailler un succès dans l'échec d'un rival. Tout le monde avait assez de clairvoyance pour découvrir le mérite et assez de patriotisme pour s'effacer devant lui.

Me voilà bien loin de Blidah, de mon bureau arabe et de mes cavaliers, de mes enfants!

La montagne paraît grandir quand on s'en approche et diminuer quand on s'en éloigne. Pour les hommes, c'est le phénomène contraire qui se produit, et leurs proportions ne se développent que dans le recul de l'Histoire. Ceux dont je viens de parler commencent à nous apparaître ce qu'ils étaient réellement, aujourd'hui, quand, dans notre voyage à travers le temps, nous retournons vers eux la tête, c'est-à-dire de grands cœurs et de grands caractères. Le lecteur me pardonnera, je l'espère, de les lui avoir présentés tels que je les vois moi-même.

Et j'espère aussi, qu'indulgent pour ma longue conversation à bâtons rompus, ce lecteur, si ce premier volume de *Mes Souvenirs* ne l'a pas trop ennuyé, consentira bientôt à retourner, encore une fois, avec moi, jusque dans la fournaise du Sahara, où je vais aller dresser ma tente.